



Lettre n° 83 du 17 mars 2019

Au sommaire :

- La campagne contre les gilets jaunes, une campagne contre les travailleurs et les classes populaires. Le 19 et après montrons ensemble notre détermination
- « *Fin du monde, fin du mois, même système, même combat* », un même combat démocratique et révolutionnaire pour en finir avec le capitalisme - Bruno Bajou

La campagne contre les Gilets jaunes, une campagne contre les travailleurs et les classes populaires Le 19 et après montrons ensemble notre détermination

Le gouvernement et les médias se sont à nouveau emparés des violences qui ont émaillé, à Paris, la manifestation des gilets jaunes pour mener leur campagne de dénigrement, de calomnie contre le mouvement. Ils tentent de se dédouaner de leur responsabilité contre les manifestants. Pourtant ce sont bien eux qui, par leur mépris, leur hostilité de classe aux Gilets jaunes, aux classes populaires et à leurs exigences, comme par les provocations de leur police, alimentent les tensions et créent un terrain propice à des groupes marginaux. Cette campagne ne les sortira pas de l'impasse ni ne réussira à étouffer le mécontentement qui s'exprime de partout.

Macron a certes réussi à remobiliser ses troupes, à regagner une partie de son électorat face à Le Pen, à lancer sa campagne pour les européennes mais il est loin d'avoir convaincu. Comme il n'a rien à répondre aux exigences non seulement des Gilets jaunes mais de l'ensemble des travailleurs et des classes populaires, il lui faut encore et encore gagner du temps... Et aussi tenter d'impliquer un peu plus non seulement les syndicats mais les partis, les corps dits intermédiaires, les élus et notabilités dans la mascarade... Le Sénat et l'Assemblée nationale seront de la partie pendant que Macron continue sa tournée des popotes dans les régions après avoir reçu des intellectuels à l'Élysée... Le grand show continue et Macron « *dépliera progressivement les réponses jusqu'à l'été* » selon la ministre qui gère le barnum. Jouer la montre et l'esquive...

Face au mépris, affirmer notre dignité

Macron continue de faire semblant de ne pas entendre malgré l'ultimatum qui lui a été adressé samedi avec l'Acte 18. Dans le même temps, après les joyeuses et dynamiques

manifestations des lycéens vendredi pour le climat, se sont déroulées des marches des Solidarités, en soutien aux victimes des violences policières, contre le racisme et la répression, pour la régularisation des sans-papiers et l'accueil des réfugiés et, dans les principales villes du pays, la Marche du Siècle pour le climat. Les contestations sociales et politiques convergent, dans bien des endroits gilets jaunes et militants syndicaux se retrouvent au coude à coude, le besoin de se coordonner prend corps comme en atteste la réunion qui s'est tenue samedi à Paris dans la continuité de l'assemblée des assemblées de Commercy.

Le gouvernement n'est pas au bout de ses peines. Tout le monde a compris qu'il n'avait pas la moindre intention de répondre aux exigences des Gilets jaunes. Pour cela, nul besoin de débattre à n'en plus finir. Il s'agit de mettre un terme à ce que reconnaissent tous les organismes officiels, la baisse du pouvoir d'achat : en 2018, ce dernier avait baissé d'environ 800 euros par rapport à 2010. Depuis dix ans, il ne cesse de reculer pour que grossissent les profits du CAC 40 qui se portent à merveille.

La réponse est simple et immédiate, l'augmentation du Smic, des salaires, des pensions et des minima sociaux, leur indexation sur le coût de la vie.

Pour Macron et ses commanditaires, le grand patronat, il n'en est pas question. Nous connaissons sa réponse sans attendre l'été !

Toutes et tous en grève et dans la rue le 19 pour préparer la suite

Pour contraindre les patrons et leurs serviteurs à céder, il n'y a pas d'autre voie que la mobilisation de l'ensemble du

monde du travail à travers des assemblées générales démocratiques permettant à toutes et tous de prendre leurs affaires en main, d'organiser la bataille politique pour les salaires, faire vivre directement la démocratie, s'organiser sur les lieux de travail, les quartiers pour décider des actions, des manifestations, de la grève.

La pire des choses serait de laisser les patrons du CAC 40 piller les richesses pour les dilapider.

Revenir des augmentations de salaire, de l'argent pour les services publics, empêcher les licenciements, exiger de mettre fin au chômage par la répartition du travail sont des mesures de sauvegarde de toute la société. Elles servent l'intérêt général.

La CGT, après l'appel du 5 février, a pris l'initiative d'une nouvelle journée d'action le 19 mars, avec Solidaires, FO, la FSU et des organisations de jeunesse. Personne ne se

fait d'illusion sur la politique des directions syndicales qui, depuis 4 mois, protègent le gouvernement, mais cette journée est une nouvelle occasion de discuter de la suite, de nous coordonner entre entreprises, avec des Gilets jaunes, de mener notre débat pour nous concerter sur les moyens d'engager la bataille pour faire céder le patronat et le gouvernement.

Encouragés par la puissante mobilisation des travailleurs, des femmes, des jeunes, de la jeunesse d'Algérie, nous avons la possibilité de reprendre l'initiative. La classe des travailleur.se.s est la seule force capable d'ouvrir des perspectives collectives pour l'ensemble des classes populaires, d'unifier les luttes, les révoltes et les mécontentements, d'unifier aussi leurs exigences à travers un programme qui remette en cause la domination des multinationales et des actionnaires. Elle porte l'avenir de la société.

« Fin du monde, fin du mois, même système, même combat », un même combat démocratique et révolutionnaire pour en finir avec le capitalisme

Près de 200 000 jeunes ont manifesté, vendredi 15 mars, dans plus de 200 villes de France dans le cadre de la journée mondiale de grève scolaire pour le climat. A travers le monde, c'est dans plus de 2000 villes d'une centaine de pays comme Berlin, Sydney, New Delhi, Nairobi qu'ont eu lieu des manifestations d'étudiants et de lycéens. Cette journée internationale est un succès pour le mouvement « *Fridays for future* » lancé il y a 8 mois par la jeune Suédoise Greta Thunberg pour protester contre le non-respect des engagements pris lors de la COP21 de Paris. « *La civilisation est sacrifiée, pour qu'une minorité puisse s'enrichir* », a-t-elle notamment déclaré lors de la COP24 à laquelle elle était invitée en décembre dernier.

Le lendemain, samedi 16 mars, la « marche du siècle » pour le climat a, à nouveau, rassemblé près de 350 000 manifestants dans toute la France, parfois en convergence avec l'acte XVIII de la mobilisation des Gilets jaunes.

Le succès des mobilisations pour le climat, du combat quotidien à la perspective de changer le système...

La mobilisation sur le climat, dans la jeunesse et au-delà, a pris de l'ampleur depuis plusieurs mois. Dans les manifestations, à travers la diversité des slogans colorés, se côtoient des appels à changer les comportements individuels, des interpellations face à la passivité des gouvernements mais aussi de plus en plus clairement la remise en cause du capitalisme, des multinationales qui contrôlent l'économie mondiale. Ces mobilisations expriment une légitime et profonde inquiétude face à un dérèglement climatique dont les conséquences catastrophiques sont annoncées depuis des années par les scientifiques, sans qu'aucune mesure à la hauteur des enjeux ne soit prise.

Les manifestants y affirment leur volonté de ne pas rester passif, d'être acteur d'une façon ou d'une autre pour prendre les choses en main, de faire ce qui peut relever de chacune et chacun, à leur niveau individuel, local, mais en liant de fait ce combat quotidien à la perspective d'un changement global du système, à la nécessaire remise en cause du capitalisme.

Le sentiment de colère et de révolte qui s'exprime dans les manifestations naît de la prise de conscience que, derrière les beaux discours édifiants des politiciens sur la planète, derrière ces conférences internationales devenues de véritables foires commerciales du capitalisme vert, derrière leurs engagements de façade qu'ils ne respectent pas, les États ne mettent rien en œuvre.

L'émergence de ces nouvelles mobilisations, leur dynamisme, leur organisation à la base qui font écho à celle des Gilets jaunes participent d'une même prise de conscience qu'il n'y a que par les mobilisations, par les luttes, en agissant directement que pourront être imposées des solutions dans l'intérêt du plus grand nombre face aux conséquences de la crise sociale comme de la crise écologique.

Pacte social et environnemental... un piège pour contenir la révolte

Face à ces mouvements, le gouvernement essaie, sans grand succès, de jouer... les pédagogues bienveillants pour en limiter les enjeux. Blanquer, qui avait annoncé l'organisation de débats dans les lycées vendredi de 16 heures à 18 heures... en a donné le contenu lors de sa visite à Bordeaux : « *L'un des principaux enjeux, c'est le changement de pratique quotidienne* ». Les jeunes qui ont dénoncé cette ridicule petite manœuvre du gouvernement posent la question à un autre niveau. Si nombre

d'entre eux partent d'une remise en cause des comportements individuels induits par l'absurdité de la société de consommation, leur prise de conscience interroge la logique même de l'économie capitaliste, de la course aux profits, et fait donc le lien avec la perspective plus globale d'une remise en cause de l'ordre social : « *Changeons le système, pas le climat* ».

Il n'y a pas que le gouvernement qui essaie de contenir et donc d'enfermer dans une impasse les mobilisations sur le climat. Nicolas Hulot, ancien ministre de l'écologie, et Laurent Berger, secrétaire de la CFDT, au nom de 19 organisations, ONG et syndicats, ont présenté leur « *pacte social et environnemental* » égrenant une série de 66 mesures, catalogue de vœux pieux construisant un programme politique de vagues promesses qui appellent à « *rétablir une forme de confiance entre le politique et le citoyen* ». A travers ce pacte, il y a surtout la volonté de participer au grand débat de Macron et, plus généralement, de se poser en interlocuteurs responsables du gouvernement. Comme le résume Laurent Berger : « *Notre objectif, c'est que le gouvernement entende l'ambition que portent un certain nombre d'organisations représentant les corps intermédiaires [...] celle d'un pacte social pour la transition écologique, la construction d'un autre modèle de développement* ».

Même sous des dehors plus radicaux, c'est la même démarche que sous-tend la plainte contre l'Etat pour « *inaction climatique* », suite à la pétition « *l'affaire du siècle* » qui a réuni en quelques mois plus de 2 millions de signatures, à l'initiative de quatre ONG dont deux ont pour porte-parole des anciens ministres de l'écologie, Cécile Duflot et Nicolas Hulot... Question inaction, ils en portent eux-mêmes pour une part la responsabilité !

Pour ne pas être en reste, la CGT et une dizaine d'autres organisations ont aussi publié une tribune « *Pour un printemps climatique et social* » qui appelle à faire converger les manifestations pour le climat, celle contre le racisme, contre les violences policières et pour la justice sociale. « *Nous dénonçons les effets d'un capitalisme financier qui fait exploser les inégalités sociales et qui exploite toujours plus la nature, sans tenir compte des désastres écologiques engendrés* » écrivent-ils avec raison. « *Pour nous, il ne faut pas opposer les urgences sociales et climatiques* » a déclaré Philippe Martinez.

Mais si la conjonction des mobilisations pour le climat et du mouvement des Gilets jaunes met en avant le lien entre question sociale et question climatique, quel contenu les uns et les autres y donnent-ils ?

La question ne peut se réduire à chercher les bonnes mesures qui concilieraient défense du climat et justice sociale. Car le problème est en réalité bien plus profond et implique la remise en cause de tout le fonctionnement de la société, c'est à ce niveau qu'une partie de la jeunesse pose le problème, avec raison.

Lutte sociale et lutte écologique, un même contenu de classe

Il ne peut y avoir de réponse à la crise écologique qu'en lien avec la crise sociale car les deux impliquent une rupture totale avec les politiques des classes dominantes et donc la remise en cause de leur domination sur l'économie.

Car c'est bien toute l'organisation de la société qui est aujourd'hui soumise à la logique du profit, de la rentabilité financière à court terme. Tous les gouvernements, les États sont soumis à cette logique imposée par les classes dominantes, et c'est la raison de leur incapacité totale à faire face au changement climatique. Le capitalisme est à la fois le principal responsable de la crise climatique mais aussi le principal obstacle à toute politique visant à y répondre.

Il est illusoire d'espérer faire pression sur eux, d'infléchir leur politique sans remettre en cause cette domination des multinationales qui ne se résume pas à une simple opération de lobbying, de corruption des États. C'est toute l'organisation de l'économie mondiale, les choix fondamentaux en matière d'énergie, de pillage des matières premières, d'organisation de la production qui sont subordonnés aux intérêts des classes dominantes. Celles-ci ont façonné le monde selon le seul impératif de la rentabilité, de la compétitivité, avec une logique de plus en plus prédatrice qui fait exploser les inégalités sociales tout en aggravant la destruction de l'environnement. C'est une logique de classe que tous les gouvernements justifient, malgré leurs beaux discours sur la planète.

A cette politique d'une minorité, nous ne pouvons qu'opposer une autre politique de classe, celle du monde du travail et de la jeunesse. Une politique visant la satisfaction des besoins du plus grand nombre et la préservation de notre environnement ne pourra être mise en place que par les principaux concernés, par l'intervention révolutionnaire et démocratique du monde du travail et de la jeunesse.

Choisir consciemment, démocratiquement quel type d'énergie utiliser en fonction de son impact sur l'environnement ; réorganiser tout l'appareil productif à l'échelle du monde pour le mettre au service de la satisfaction des besoins réels, en tenant compte des contraintes écologiques et non de la rentabilité financière ; développer des services publics efficaces et gratuits pour organiser dans l'intérêt général la santé, l'éducation, le transport sont autant de mesures indispensables qui ne dépendent pas du bon vouloir de tel ou tel gouvernement mais de la capacité du monde du travail et de la jeunesse à intervenir directement sur le devant de la scène politique pour les imposer.

De telles mesures vont à l'encontre des intérêts des classes dominantes et ne peuvent reposer que sur l'expro-

priation des multinationales de l'énergie, du transport comme de l'ensemble du système bancaire et financier pour permettre une planification démocratique de l'économie à l'échelle de la planète.

C'est ce contenu de classe qui permet de relier les questions sociales et écologiques et qui permet d'inscrire chaque bataille du combat quotidien dans la perspective

globale d'une remise en cause du capitalisme. Regrouper autour de cette perspective repose sur la compréhension commune que l'avenir de l'humanité et de la planète ne pourra se construire que sur les ruines de la propriété privée capitaliste, de la concurrence et de l'économie de marché.

Bruno Bajou